

Joffre, pour aller guerroyer là-bas, c'est faire le jeu de l'Allemagne. La démission de M. Delcassé, survenue au milieu de cette controverse, n'a pas peu contribué à l'alimenter. Le lendemain de la déclaration de M. Viviani, c'est-à-dire le 13 octobre, le président du comité des affaires étrangères, M. Painlevé, a interpellé le gouvernement, tant en son nom qu'au nom des présidents du comité de l'armée et du comité de la marine. " Nous ne voulons pas, a-t-il dit, prendre la responsabilité de l'expédition de Salonique; nous la laissons tout entière au gouvernement. . . Nous avons averti le président et le premier ministre, au mois d'août dernier, que l'Allemagne et la Bulgarie se préparaient à coopérer dans une action commune, et qu'il importait de prévenir le coup. " M. Viviani a répondu que, tout en collaborant avec les comités parlementaires, le gouvernement collabore aussi avec les alliés de la France, et n'a plus le droit ni la possibilité d'expliquer les plans militaires et navals d'une expédition entreprise de concert avec ses alliés. " Il ne nous a pas paru possible, s'est-il écrié, de laisser assassiner la Serbie, en face ou par derrière. Des fautes ont été commises, mais le gouvernement ne doit pas seulement tenir compte des vues émises par les commissions ; il doit aussi s'entendre avec ses alliés. Si nous n'avons pu agir plus promptement, c'est parce que notre action était subordonnée à d'autres devoirs. Oui, a continué le premier ministre, une intervention est nécessaire, mais d'accord avec l'état-major général, et sans oublier ce devoir essentiel : ne pas affaiblir le front français. Quoi qu'il advienne, c'est sur le front français que se décidera la guerre. Nous savons que nous ne l'affaiblissons pas en allant à Salonique. . . Le gouvernement vous donne l'assurance formelle que les plans militaires et navals ont été préparés soigneusement et méthodiquement par les états-majors généraux des Alliés, qui s'entendent parfaitement et ont l'assurance du succès. . . Maintenant que